

Le Ploërmelais

Pays de Ploërmel : les syndicats dénoncent la casse du service public de proximité



L'Intersyndicale des Finances Publiques du Morbihan proteste contre la fermeture des trésoreries de Questembert et Mauron, et le transfert des services du site de Ploërmel.

L'Intersyndicale des Finances Publiques du Morbihan proteste contre la fermeture des trésoreries de Questembert et Mauron, et le transfère des missions du site de Ploërmel, le vendredi 3 décembre 2021. ©Le Ploërmelais

Par [Mélanie Sparfel](#) Publié le 6 Déc 21 à 18:30 mis à jour le 6 Déc 21 à 18:31
Le Ploërmelais

L'Intersyndicale des Finances Publiques du Morbihan s'est réunie devant le Centre des Finances publiques de **Ploërmel (Morbihan)** le vendredi 3 décembre 2021 pour protester contre la fermeture des trésoreries de Questembert et Mauron à compter du 1er janvier 2022, ainsi que le transfert des services du site de Ploërmel, conséquences de l'installation du **Nouveau Réseau de Proximité (NRP)** sur le territoire.

Si nous sommes ici, c'est une nouvelle fois pour marquer notre désaccord.

Patrick Ravache, représentant FO Finances Publiques 56

Une partie du personnel du centre des impôts ploërmelais est présente pour soutenir le mouvement de contestation à l'encontre de la Réforme des Finances publiques.

Depuis plus de deux ans maintenant, **l'Intersyndicale des Finances Publiques** (Solidaire Finances publiques 56, CFDT Finances publiques 56, CGT Finances publiques 56 et FO Finances publiques 56) se bat **contre le démantèlement du réseau de la DGFIP** (Direction générale des finances publiques). Elle dénonce des « restructurations qui vont impacter les usagers du pays de Ploërmel. »

C'est un service qui s'en va, avec une incidence financière pour les usagers. Notre but était de les accompagner au plus proche. On leur doit ce service, ils payent des impôts.

Solidaires Finances Publiques 56

Ainsi, l'intersyndicale demande **l'arrêt des suppressions d'emplois** causées par les fermetures de trésoreries et transferts de missions vers les structures France Services, et donc le retrait du NRP.

Les restructurations en Pays de Ploërmel

En effet, la mise en place de ce réseau implique que toutes les communes de Ploërmel Communauté seront gérées par un **Service de Gestion comptable implanté à Pontivy**. Le service des impôts des particuliers de Ploërmel sera donc déplacé à Pontivy, et celui des entreprises, à Vannes.

La direction a enfumé les élus.

Patrick Ravache

Il ne restera sur Ploërmel qu'un service regroupant la gestion hospitalière Est Morbihan (secteur du Groupement Hospitalier de Territoire Brocéliande), et le Service départemental des impôts fonciers qui centralisera pour le Morbihan l'ensemble des missions foncières et cadastrales.

Conséquences pour les usagers

Les protestataires rappellent que **ces deux services n'ont pas vocation à accueillir du public**.

Cette suppression d'accueil du public est une catastrophe en termes de services aux usagers qui vont payer le prix fort. C'est une réelle disparition du service public, dont la charge va incomber aux collectivités, avec des agents moins experts, et avec moins de proximité.

Pour eux, la Direction du Morbihan réduit drastiquement l'ouverture au public par la fermeture des trésoreries : **« Les élus ne mesurent pas les conséquences. Je ne vois pas comment les agents des collectivités vont s'en sortir avec toutes ces personnes réunies au même endroit »** s'inquiète Patrick Ravache.

Pertes de Compétences

Selon le Ministère de la Cohésion des territoires, les Maisons France Services sont créées pour accueillir et accompagner le public, en principe à moins de 30 minutes, pour toutes ses démarches administratives du quotidien au sein d'un guichet unique dans de nombreux domaines : santé, famille, retraite, droit, logement, impôt, recherche d'emploi, accompagnement au numérique.

Mais dans ces Maisons France Service, **un employé doit assurer l'essentiel de l'accueil des usagers**, cette charge incombant à un agent de la collectivité. **Un agent des impôts ne sera que ponctuellement présent**, et ne recevra le public que **sur rendez-vous** : « **Nos collègues sont plus expérimentés que les agents des collectivités, même formés.** »

Cette recentralisation implique la disparition d'un service de pleines compétences publiques. Puis les usagers ne disposant pas d'un accès à internet vont perdre des droits. Il y a une fracture numérique importante sur le territoire. Ça ne sera pas plus facile et ça ne correspond pas aux attentes du public.

Des suppressions et mutations de postes

Pour les syndicats, l'objectif affiché de cette réorganisation d'offrir un meilleur service public est un prétexte : les concentrations de services s'expliquent par « une volonté politique et gouvernementale de **réduction des effectifs** » .

Outre la perte des compétences que vont subir les services, l'intersyndicale dénonce **la dégradation des conditions de travail** des agents : « **On fait 100 km par jour pour aller travailler à Vannes, et ceux qui souhaitent rester à Ploërmel n'ont plus qu'à changer de métier. Ils sont très heureux de devoir changer de carrière à 55, 56, 57 ans...** » ironise **Patrick Ravache**.

Il y aura une très forte incidence sur nos collègues, obligés de se recaser dans les services existants.

Selon l'intersyndicale, cette restructuration représente la suppression de 23 postes en 2021 et de 15 à 20 postes en 2022, dans le département. À noter que la trésorerie de Malestroit va subir le même sort que celles de Mauron et Questembert, à compter du 1er janvier 2023.